



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Finances publiques

Question au Gouvernement n° 271

Texte de la question

FINANCES PUBLIQUES

Mme la présidente . La parole est à M. Vincent Jeanbrun.

M. Vincent Jeanbrun . Au nom du groupe Droite républicaine et de son président Laurent Wauquiez, je veux d'abord exprimer notre solidarité avec Mayotte et ses habitants. Nous sommes de tout cœur avec nos compatriotes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.)*

Ma question s'adresse au premier ministre. *(Rires et applaudissements sur de nombreux bancs.)*

Mme Dieynaba Diop . On a frôlé l'incident diplomatique !

M. Vincent Jeanbrun . Je me souviens de ces mots : « Nous ne pouvons pas continuer à creuser le déficit de la France et à augmenter la dette de notre pays comme nous le faisons. » Ce sont les vôtres : vous les avez prononcés il y a dix-sept ans, lors de la campagne présidentielle de 2007.

Vous dénonciez alors déjà, à juste titre, le dérapage de nos comptes publics. La dette s'élevait à 1 200 milliards d'euros ; aujourd'hui, c'est deux fois plus. Elle représentait 66 % du PIB ; aujourd'hui, c'est deux fois plus.

M. Fabien Di Filippo . À cause de François Hollande et d'Emmanuel Macron !

M. Vincent Jeanbrun . Pendant que La France insoumise et le Rassemblement national fêtent, main dans la main, la chute du gouvernement, ce sont les Français qui paient la note, et elle est lourde ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem.)*

Car non, la censure du gouvernement n'a pas fait disparaître nos déficits. Elle n'a pas effacé notre dette, dont les intérêts, déjà supérieurs au budget de la défense, dépasseront bientôt celui de l'éducation.

La facture de la censure est bien réelle – nos agriculteurs en savent quelque chose. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR.)*

M. Pierre Cordier . Très bien !

M. Thibault Bazin . Il a raison !

M. Vincent Jeanbrun . Quand la note de la France est dégradée, ce sont les impôts des Français qui augmentent.

Mme Émilie Bonnivard . Eh oui !

M. Vincent Jeanbrun . Monsieur le premier ministre, la première tâche de votre gouvernement sera de faire voter un budget. Cela ne sera pas simple, mais c'est vital.

Le groupe Droite républicaine, autour de Laurent Wauquiez, est convaincu que dans un pays qui détient le record des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques, la priorité doit être de faire des économies.

Mme Danielle Simonnet . Wauquiez, rends l'argent !

M. Vincent Jeanbrun . Tous les gouvernements des quinze dernières années en ont parlé, mais aucun n'a eu le courage de le faire. Il est temps ! Ayons l'audace d'assumer que l'on peut faire mieux avec moins. Notre groupe a fait des propositions en ce sens.

Entendez-nous ! Réduisons le train de vie de l'État, débureaucratisons l'administration, revalorisons le travail...
(*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'orateur. - Les députés du groupe DR applaudissent ce dernier.*)

M. Fabien Di Filippo . C'était une question de fond !

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. François Bayrou, premier ministre . Madame la présidente, il semble que j'ai oublié de vous saluer dans une réponse précédente et je réitère donc ce salut initial.

Monsieur le député Jeanbrun, vous avez dit quelque chose de très important à mes yeux et qui explique les combats que j'ai menés au sujet des finances publiques. À l'époque, tous les bancs de l'Assemblée nationale ne m'avaient pas entendu.

La question des finances publiques n'est pas seulement financière ou économique,...

M. Fabien Di Filippo . C'est une question morale !

M. François Bayrou, premier ministrec'est une question morale.

M. Thibault Bazin . Vis-à-vis des générations futures !

M. François Bayrou, premier ministre . Nous avons la lâcheté d'assumer nos dépenses courantes en empruntant sur le dos des générations futures. Nous ne pouvons passer ce fait sous silence, comme nous le faisons d'année en année, de décennie en décennie.

M. Thibault Bazin . Et de siècle en siècle !

M. François Bayrou, premier ministre . C'est indigne de citoyens, de parents ou de pères de famille.

La réponse est-elle facile à trouver ?

M. Fabien Di Filippo . Il faut geler les prestations sociales !

M. François Bayrou, premier ministre . Si elle l'était, on l'aurait trouvée depuis longtemps.

L'endettement que j'ai dénoncé dès 2007, comme vous le rappeliez, s'est aggravé avec la crise de 2008. Pourtant, c'était votre courant politique qui était aux responsabilités. Depuis, nous avons connu une succession

de crises : les gilets jaunes, la pandémie de covid-19, la guerre en Ukraine et l'inflation.

M. Fabrice Brun . Et la dissolution !

M. Pierre Cordier . Et le train de vie de l'Élysée !

M. Fabien Di Filippo . Et les mauvaises décisions !

M. François Bayrou, *premier ministre* . Convenez que cette cascade de crises n'est pas tout à fait anodine.

Vous avez conclu par l'idée qu'il faut faire des économies. Vous avez raison, celles-ci sont le préalable au redressement. C'est une responsabilité qui incombe à tous vos bancs.

M. Pierre Cordier . À certains plus que d'autres !

Mme Émilie Bonnivard . Et à l'exécutif ?

M. François Bayrou, *premier ministre* . À l'exécutif aussi, mais également à ceux qui le supplient de dépenser plus – ce qui arrive souvent.

Je plaide pour que nous comprenions que nous sommes en situation de coresponsabilité. Si nous convenons qu'il est possible d'agir mieux en dépensant moins, alors je vous suivrai dans ce sens, je vous l'assure.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs des groupes EPR et DR.*)

M. Pierre Cordier . On peut aussi travailler plus pour gagner plus !

Données clés

Auteur : [M. Vincent Jeanbrun](#)

Circonscription : Val-de-Marne (7^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 271

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 décembre 2024